

Enfin, de nouveaux calculs qui ont été faits par M. Capefigue(1), d'après les cartons des généralités, portent le nombre des fugitifs de 223 à 230 mille.

En comparant ce chiffre avec ceux donnés par Larrey, et Benoist, dont le dernier était exilé, on voit qu'en réalité le nombre des émigrants ne s'éleva guère au dessus de 200 mille. Mais quelque regrettable qu'ait été cette émigration, au point de vue de l'humanité, elle n'entra pourtant que pour une assez faible part dans la décroissance de population qui fut signalée en France à la fin du XVII^e siècle.

La véritable cause de ce mal ce fut la guerre de 1688 à 1712, car si la perte de 200 mille citoyens eût été seule à se produire, elle eût été à peine remarquée dans une nation qui comptait déjà vingt-cinq millions d'habitants.

On s'est demandé bien souvent aussi quels dommages furent causés à nos fabriques? Les protestants ont mis tant de persistance à grossir le mal que le sentiment général est encore sous l'empire de ce préjugé : que la Révocation a porté un coup mortel à notre industrie nationale. En remontant à la source on ne tarde pas à s'apercevoir du peu de fondement de cette opinion. En premier lieu, il ne faut pas perdre de vue que, dans la plupart des corporations, les ouvriers protestants n'étaient admis que très-difficilement et que leur nombre, par rapport à celui des catholiques, était extrêmement restreint. Il y avait même des corporations qui excluaient complètement les ouvriers réformés ; les règlements sur cette matière étaient d'une rigueur extrême. Il est donc évident que dans le nombre des émigrants, on ne doit compter qu'un très-petit nombre d'ouvriers. Eussent-ils composé seuls le quart des émigrés, ce qui est matériellement impossible, que leur départ n'eût apporté aucun changement essentiel dans notre situation industrielle.

Nous avons, dans les temps modernes, un exemple qui démontrera mieux que tous les raisonnements économiques, la justesse de cette proposition. Après les guerres de la République et de

(1) Louis XIV *et son gouvernement*, par M. Capefigue.